

d'assurance-chômage. Cela veut dire que les familles peuvent dépendre d'un revenu mensuel qui est assez stable. Et cela permet, justement, aux familles qui ne sont pas aussi fortunées que certaines autres, de vivre convenablement. On ne vit pas dans le luxe, mais cela nous permet de manger, cela nous permet de s'habiller, cela nous permet de bien se loger, de bien se chauffer. Et cela permet aussi à nos enfants, aux enfants des familles moins fortunées, d'aller à l'école avec les autres enfants et de se sentir aussi bien que tous les autres, parce que les enfants des familles pauvres doivent aller à la même école que les enfants des familles riches. Ils doivent acheter les mêmes livres, et, bien sûr, ils veulent être habillés comme les autres et cela coûte de l'argent. Et, dans bien des cas, chez nous, en Atlantique, ce programme d'assurance-chômage a réussi à offrir à ces familles cette sécurité du revenu familial.

Si vous passez dans l'Atlantique, si vous passez dans Beauséjour, arrêtez à un petit magasin du coin et demandez au préposé ce que le Programme d'assurance-chômage représente pour lui et pour les familles qu'il dessert? Et il vous dira: Regardez, c'est bien grâce à ce Programme que les familles ici peuvent vivre convenablement.

On entend souvent dire qu'il y a des abus. C'est sûr qu'il y a des abus, dans certains cas. Mais les abus sont minimes. Peu importe les programmes que nous allons développer, il y aura toujours certaines gens qui voudront en abuser. Mais les abus, ce sont des cas particuliers. Alors, il faut que le programme d'assurance-chômage continue à offrir aux familles de l'Atlantique, aux familles canadiennes, cette sécurité de revenu familial. C'est bien ce programme qui nous a permis, monsieur le Président, de traverser la période du début des années 1980, où il y avait une récession.

Nous avons ensuite connu une meilleure période au Canada en général, et bien sûr, le gouvernement conservateur, qui est arrivé au pouvoir en 1984, aime se vanter et prendre un certain crédit pour cette période de prospérité.

Mais si on regarde la région de l'Atlantique, que s'est-il passé? Notre taux de chômage a diminué un petit peu. Mais il reste encore un écart entre le niveau de vie des gens qui demeurent dans les régions plus prospères du

Assurance-chômage—Loi

Canada et la région de l'Atlantique, et cet écart est inacceptable, parce qu'il est trop grand.

Dans toute cette période de prospérité, comme je le disais, le taux de chômage a diminué un peu. Mais nous avons quand même perdu des emplois, et beaucoup d'emplois ont été remplacés par la suite par des emplois à temps partiel—pas aussi payants, mais qui ont quand même contribué à diminuer le taux de chômage.

Puis, on est arrivés, en 1988, à la campagne électorale où on nous faisait toutes sortes de belles promesses. Oh, que c'était donc beau! Tout ce qu'on allait nous apporter dans le développement régional, il y aurait plus d'argent. Si je me rappelle bien, le grand. . .

[Traduction]

Le grand J.C. lui-même a dit à la population du Canada atlantique: «Il n'y aura pas de changements, pas de coupes dans l'assurance-chômage. Peut-être plus tard, dans deux ans, nous examinerons le programme mais aucun changement n'est prévu dans l'assurance-chômage.»

[Français]

Monsieur le Président, on reconnaîtra la campagne électorale de 1988 comme le grand mensonge, en bon acadien, «la grosse menterie», parce qu'on nous a fait croire toutes sortes de choses.

Bien sûr, le parti conservateur est reporté au pouvoir. Arrive ensuite le Budget Wilson, celui qu'on a trouvé partout dans la ville d'Ottawa, ici, avant qu'il soit présenté à la Chambre. Bien là, c'était le désastre. Coupures! Coupures! Coupures! Les programmes de développement régional, l'APECA, on avait dit un milliard de dollars sur cinq ans, de l'argent neuf qu'on allait mettre dans le développement régional et on allait créer des emplois. On s'aperçoit maintenant qu'on allonge la période de temps pour le milliard, sur 7 ans. C'est une diminution considérable.

Bien sûr, le ministre des Finances (M. Wilson) dit à ses ministres au Cabinet: Ministres, vous devez couper. Bien sûr, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} McDougall), de dire: Bien oui! Moi, je peux couper dans le Programme d'assurance-chômage. Le gouvernement n'a plus besoin de s'impliquer dans ce programme-là. Et nous voici à discuter du programme, des changements. Dans ce budget, comme les gens de chez nous diraient: «On s'est fait bailler cela». C'est vrai qu'on s'est fait donner cela. Mais dans tout cela, la ministre nous avait quand même dit, et elle avait essayé de nous assurer que même s'il y avait des changements, les gens qui avaient besoin de l'assurance-chômage en profiteraient.